TRIBUNE

Opinion | Agriculture, alimentation : ne ratons pas la révolution !

L'agriculture et l'agroalimentaire sont en pleine révolution depuis cinq ans et la France peine à suivre. Nos PME sont confrontées à un enjeu de changement d'échelle. Le moment est venu d'investir dans des projets novateurs, plaident Charles Beigbeder et Dylan Thuillier.

Le lin français est souvent exporté « brut de fonderie » et transformé dans d'autres pays, en Chine en particulier. (Shutterstock)

Par **Charles BEIGBEDER**, **Dylan Thuillier** (Founding partner de Nature4Growth)

Publié le 2 mai 2022 à 14:00 | Mis à jour le 2 mai 2022 à 14:01

Notre balance commerciale sur les produits agricoles et alimentaires a été déficitaire d'un milliard d'euros en 2020 (11 milliards sans les vins et spiritueux). C'est la

première fois depuis 1945. La France exporte moins de produits transformés que l'Allemagne et la Hollande. Le lin et les chênes français sont souvent exportés « bruts de fonderie » et transformés dans d'autres pays, en Chine en particulier.

L'agriculture et l'agroalimentaire sont en pleine révolution depuis cinq ans et la France peine à suivre. Tant sur le durable et le bio (avec 6 % de la consommation alimentaire en bio en France en 2020, contre plus de 10 % dans les pays scandinaves), que sur l'innovation et la foodtech, avec très peu de fonds spécialisés en France.

Pourtant la France dispose d'actifs uniques : une image de marque très forte à l'international, un terroir de qualité, diversifié et important, un savoir-faire régional ancré dans la tradition et une réelle capacité d'innovation.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Quels sont les freins qui empêchent l'agroalimentaire et l'agriculture français de s'exprimer ?

Le « Mittelstand » français n'est pas assez développé

La politique agricole commune (PAC) a probablement une part de responsabilité historique avec sa course aux volumes. De même que la guerre des prix lancée par la grande distribution. Les deux phénomènes ont affaibli l'écosystème, en particulier en amont, réduit les marges et les capacités d'innovation. La PAC va être amenée à prendre une dimension plus nationale et la grande distribution cherche à changer son fusil d'épaule.

Dans le cadre de ce repositionnement, d'autres leviers vont devoir être activés. Une véritable approche de filière, sur l'agriculture et l'agroalimentaire, de la « ferme à la fourchette » devra être mise en place pour conjurer le syndrome de « Village Gaulois », avec les pouvoirs publics et le privé mais aussi entre les producteurs, les transformateurs et les distributeurs, bio ou non-bio.

L'innovation est souvent pilotée par des PME et des ETI et le « Mittelstand » français n'est pas assez développé. Les grands acteurs du secteur ont une responsabilité pour

aider ces PME en faisant émerger leurs technologies, en les aidant à s'établir et en leur ouvrant des marchés.

La transition alimentaire est un vrai sujet « impact »

De plus, cette innovation devra être durable. La transition alimentaire est un vrai sujet « impact » qui répond à cinq enjeux stratégiques, voire existentiels : la santé, la réduction des gaz à effet de serre - l'agriculture et l'agroalimentaire émettent plus de 20 % des GES - la création d'emplois dans les régions, les circuits courts et l'enjeu de la traçabilité, sans oublier l'environnement, en particulier la raréfaction de l'eau et la dégradation de la biodiversité et de l'air.

Pour y parvenir, nos PME sont confrontées à un enjeu de changement d'échelle : passer de 1 million d'euros de chiffre d'affaires à 50 ou 100. La French Tech est un grand succès, mais cette réussite cache hélas une pauvreté de densité de belles PME et ETI (deux fois moins qu'en Italie), notamment dans l'agro et l'agri-alimentaire. C'est pourquoi nous avons créé un fonds de croissance qui accompagnera nos entreprises dans cette transition climatique, énergétique et alimentaire. Le moment est venu d'investir dans des projets innovants, pas trop rupturistes, qui pourront s'appuyer sur une demande et un système de distribution déjà existants dans nos régions.

Un besoin de 5 à 10 millions d'euros par société

Ces investissements nécessiteront cinq à dix millions d'euros de fonds propres par société. Donnons les moyens à l'écosystème de porter ces PME, et la réussite de la transition alimentaire durable se fera grâce aux acteurs et aux investisseurs connaissant bien la filière, ses intervenants et ses modes de fonctionnement, spécifiques.

Ecologie : les pistes pour verdir l'agriculture sans menacer la souveraineté alimentaire

Agroalimentaire : des points forts accentués, des faiblesses qui s'aggravent

Faisons de nos start-up de l'agriculture et de l'agroalimentaire des champions européens et même mondiaux. Notre pays a la matière première : à nous de la transformer !

Charles Beigbeder est PDG d'Audacia. Dylan Thuillier est associé fondateur du fonds Nature4Growth

Charles Beigbeder et Dylan Thuillier